

## MONDE (/MONDE)

GRÈCE (/MOT-CLE/GR%C3%A8CE)

DETTE GRECQUE (/ETIQUETTES/DETTE-GRECQUE)

TROIKA-EUROGROUPE (/MOT-CLE/TROIKA)

ALEXIS TSIPRAS (/MOT-CLE/ALEXIS-TSIPRAS)

# Les créanciers disent à Tsipras : pas touche aux riches !

THOMAS LEMAHIEU VENDREDI, 26 JUIN, 2015 L'HUMANITÉ



([http://img.humanite.fr/sites/default/files/images/fmi\\_0.jpg](http://img.humanite.fr/sites/default/files/images/fmi_0.jpg))

AFP

**Édifiant : la Commission européenne, le FMI et la BCE corrigent les propositions du gouvernement Tsipras. Les Grecs proposent d'aller prendre l'argent là où il est. Insupportable pour des institutions qui préparent une forme de coup d'État rampant.**

Puisque le peuple grec vote contre l'austérité, il faut dissoudre le peuple grec. Les institutions européennes n'ont rien compris à l'ironie de Brecht, évidemment, elles ont décidé de le prendre au pied de la lettre. Et de cadenasser toutes les issues hors de la logique des saignées budgétaires, des baisses des droits sociaux, des salaires et des retraites, telles que les Grecs les connaissent depuis l'instauration du régime de terreur des mémorandums à partir de 2010. Nouvelle illustration, hier, à Bruxelles à l'occasion d'un énième Eurogroupe, rassemblant les ministres des Finances de la zone euro, et d'un Conseil européen avec tous les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Alors que, sous la conduite d'Alexis Tsipras, le gouvernement grec avait tracé, non sans douleur, une perspective de sortie de crise en dressant un plan permettant d'atteindre la « trajectoire budgétaire » exigée par les créanciers, la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne manifeste de Berlin, décidé de repasser à l'attaque en exigeant d'un côté de nouveaux sacrifices pour les couches moyennes et populaires en Grèce et, dans le même geste, des cadeaux pour les plus riches ! Incroyable précipité de cette Europe telle qu'elle ne tourne vraiment plus rond...

Des traits qui raturent. Du rouge qui corrige. Dans le document envoyé par la Commission européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE), en réponse aux propositions de réformes présentées par l'exécutif grec en début de semaine, il y a, avant même les mots, la forme et la couleur. Tout un programme qui dit la consigne impérieuse, la politique à sens unique, l'autorité du maître.

Soucieux, derrière les couleuvres qu'on tente de lui faire avaler, d'afficher une perspective de justice sociale par un transfert du fardeau de l'austérité des classes populaires vers les plus riches, le gouvernement Tsipras entend mettre en place une taxe exceptionnelle de 12 % sur les bénéfices au-delà de 500 000 euros des entreprises ?

C'est non. Il veut porter de 26 à 29 % le taux de l'impôt sur les sociétés ? Biffé en rouge : la troïka n'accepte pas plus de 28 %.

À côté des augmentations de cotisations pour la protection sociale – ça, c'est oui, puisque ce sont les salariés qui paieront –, Athènes veut simplement restaurer les cotisations des employeurs sur les retraites complémentaires à leurs niveaux de 2014 ? Niet ! Une taxation des machines à sous et des jeux d'argent ? Jamais de la vie ! Tsipras propose des déductions fiscales pour les Grecs résidents permanents dans les îles avec de faibles revenus ? Qu'ils aillent se faire voir dans les Cyclades, c'est hors de question, là encore ! Les ministres entendent consulter les organisations syndicales avant de revoir certains régimes spéciaux de retraite ? Totalement exclu pour les saigneurs de la Grèce. L'exécutif veut limiter à 13 % la TVA sur les produits d'alimentation de base ? Le FMI, la BCE et la Commission n'accepteront de dérogations que sur les produits alimentaires « non transformés », donc, pour le lait, l'huile ou les fromages, par exemple, ça sera 23 % de TVA ! Et ainsi de suite : du côté grec, des propositions qui, même dans le cadre très étroit de la crise budgétaire, tendent à exercer encore la souveraineté populaire sur les grandes orientations politiques ; de l'autre côté, chez les partisans de l'ordre néolibéral, une seule réponse : non, non et non !

**BOUTIQUE.HUMANITE.FR/NETFUL-PRESENTATION-**

**HTTP://BOUTIQUE.HUMANITE.FR/NETFUL-PRESENTATION-ANUNIMODETATI.HTML!**

« photo de famille » réalisée en ouverture, hier après-midi, du Conseil européen à Bruxelles, l'Union européenne montre, avec le concours zélé du FMI, le visage de l'autoritarisme. Insupportable démocratie quand elle ne va pas dans le sens des intérêts que les dominants veulent protéger. Dans la nuit de lundi à mardi, une fois connu le détail des contre-propositions grecques pour arracher le déblocage de 7,2 milliards d'euros encore dus par la troïka et pour pouvoir ainsi régler une échéance cruciale le 30 juin, les regards se sont tournés vers la coalition de gauche, au pouvoir en Grèce : alors que les créanciers saluaient une

**BOUTIQUE.HUMANITE.FR/NETFUL-PRESENTATION-**

**HTTP://BOUTIQUE.HUMANITE.FR/NETFUL-PRESENTATION-ANUNIMODETATI.HTML!**

devant un programme contenant, au-delà des mesures déjà évoquées, des concessions douloureuses, par exemple, sur la poursuite des privatisations ?

## À la Une

SOIN URGENT DE DO  
PRÊTS POUR L'HUM  
et de Patrick Le Hyaric, directeur de l'Hum



(/un-appel-de-patrick-le-hyaric-directeur-de-lhumanite-577659)  
**Un appel de Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité**  
(/un-appel-de-patrick-le-hyaric-directeur-de-lhumanite-577659)

(/referendum-en-grece-2012)  
**Référendum en Grèce: Rendons à l'Europe le sens de la démocratie!**  
(/referendum-en-grece-2012)



ABONNÉS  
(/fmi-bce-ue-ils-veulent-depecer-la-grece-jusqu-a-los-578092)  
**FMI, BCE, UE... Ils veulent dépecer la Grèce jusqu'à l'os**  
(/fmi-bce-ue-ils-veulent-depecer-la-grece-jusqu-a-los-578092)



ABONNÉS  
(/marches-banquiers-centraux-ou-experts-tous-en-perdent-leur-latin-578087)  
**Marchés. Banquiers centraux ou experts, tous en perdent leur latin**  
(/marches-banquiers-centraux-ou-experts-tous-en-perdent-leur-latin-578087)



(/le-pcf-declare-le-fmi-hors-de-la-zone-euro-578117)  
**Le PCF déclare le FMI « hors de la zone euro »**  
(/le-pcf-declare-le-fmi-hors-de-la-zone-euro-578117)



(/diaporamas/monde/les-etats-unis-fetent-ladoption-du-mariage-gay-578121)  
**Les Etats-Unis fêtent l'adoption du mariage gay**  
(/diaporamas/monde/les-etats-unis-fetent-ladoption-du-mariage-gay-578121)



Les voyages de L'Humanité  
**LAOS ET CAMBODGE**  
SILLONNEZ CES DEUX PAYS CHARGÉS D'HISTOIRE... RÉSERVEZ DES MAINTENANT.

(<http://www.humanite.fr/simpleads/redirect/554885>)

## SUR LE MÊME SUJET

- + Athènes reprend la main face aux créanciers (/athenes-reprend-la-main-face-aux-creanciers-577661)
- + Le PCF déclare le FMI « hors de la zone euro » (/le-pcf-declare-le-fmi-hors-de-la-zone-euro-578117)
- + Tsipras refuse le chantage des créanciers (/tsipras-refuse-le-chantage-des-creanciers-578113)

## DANS VOTRE QUOTIDIEN DU 26 JUIN 2015

Grèce : Les créanciers disent à Tsipras : pas touche aux riches !



## DANS VOTRE HEBDOMADAIRE

Comment les grecs avec Tsipras font face aux vautours



# Un front du diktat s'est reconstitué pour repartir à l'attaque

Pendant ce temps, une autre coalition s'est mise en mouvement en Grèce et dans toute l'Europe. Alors que, parmi les chefs d'État et de gouvernement, certains comme François Hollande reconnaissent, au moins en façade, la légitimité du gouvernement grec à définir lui-même la manière d'« atteindre la trajectoire budgétaire » (lire l'Humanité du 24 juin), un front du diktat s'est reconstitué pour repartir à l'attaque. Tentant de contraindre le gouvernement grec de poursuivre purement et simplement le programme austéritaire et, dans le même temps, de remettre en selle une coalition politique grecque prête à appliquer docilement le programme (lire ci-contre)... S'appuyant sur les témoignages des patrons et les inquiétudes des oligarques grecs, relayés avec complaisance par la presse financière internationale, les représentants du FMI, mais aussi Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, et bien d'autres ont entonné le refrain des mesures « anticompetitives » ou « récessives ». « La Grèce ne peut construire son programme seulement sur des hausses d'impôts et des taxes, ce n'est vraiment pas bon pour la croissance, se répand un porte-parole du FMI. Elle doit également faire des coupes dans les dépenses. » Chantages et pressions à tous les étages. À Bruxelles, c'est le temps des « ultimatums » : pour les Grecs, hier, le plan des créanciers était « à prendre ou à laisser » avant midi. Mais le gouvernement Tsipras n'est pas tombé dans le panneau. Une nouvelle réunion de l'Eurogroupe, avec les ministres des Finances de la zone euro, les représentants du FMI et de la BCE, n'a pas permis d'avancer. Au beau milieu d'un Conseil européen, les usuriers de la Grèce continuent à l'arme lourde, mais Alexis Tsipras joue une carte plus tranquille. « Je suis confiant dans le fait que nous parviendrons à un compromis qui aidera la zone euro et la Grèce à surmonter la crise, indique-t-il, tout sourires. L'histoire européenne est pleine de désaccords, de négociations et ensuite de compromis. » Au même moment, à Athènes, l'indignation est à son comble. « Personne ne peut supporter les propositions de la troïka, dénonce-t-on à la tête de Syriza. Nouvelles mesures d'austérité et logique technocratique folle, ces propositions sont purement idéologiques. Elle ne visent pas la conclusion d'un accord raisonnable, elles servent des intérêts particuliers. Comment comprendre le rejet des propositions grecques sur l'imposition des hauts revenus et du grand capital ? On veut imposer un accord humiliant pour le gouvernement grec et le premier ministre. »

Envoyé spécial.



(<http://www.humanite.fr/simpleads/redirect/559615>)

PUBLICITE

## Les Dernières Vidéos



(/videos/ciel-nos-amis-american-s-nous-espionnent-577913)



(/videos/s-kouvelakis-les-peuples-europeens-doivent-sunir-pour-gagner-la-bataille-contre-lausterite)



(/videos/marie-jose-kotliki-tous-les-clignotants-au-rouge-577493)



(/videos/70-ans-apres-leur-creation-les-comites-dentreprise-menaces-577490)

**Moins de 55 ans? Grâce à la nouvelle Loi PINEL, 0€ d'impôt pendant 12 ans**  
Investir dès 122€/mois

**Comment bien gérer votre patrimoine ? Le guide de l'Epargnant vous dit tout**  
Méthodes efficaces

**Élégante, sportive, économique et sûre - à partir de 19 900€**  
Nouvelle Honda Civic 2015

**Cocotiers, lagons bleus et détente sont au programme dans des hôtels haut de gamme jusqu'à -70%**  
Vacances à

**James Cameron, l'inventeur de la saga, recommande « Terminator Genisys »**  
20Minutes.fr

**Comparez gratuitement plus de 300 devis économisez jusqu'à 40% sur votre mutuelle santé**  
Publicité Ligatus

**En juin, la Ford Ka est à 7 990 € Sans condition de reprise ! N'attendez plus !**

**80€ et votre carte Premier offerts. Découvrez les Privilèges BforBank !**  
Banque au Quotidien 0€

**Vous avez - de 60 ans et payez + de 2500€ d'impôts, transformez vos impôts en patrimoine**  
Pas d'impôts pdt 12 ans?

**Besoin de vacances ? Grâce à nos offres Réservez un Mobil-Home en France ou en Europe !**  
Vacances Dernière Minute  
Publicité Ligatus

## Commentaires

**THIERRY BXL** LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 08:51  
Le problème est double : la dette est impayable et ne peut être qu'annulée ou la Grèce quitte la zone Euro. Les créanciers ne voulaient même pas aborder le sujet de la restructuration, il faut partir. La situation économique grecque ne sera pas facile le temps de la stabilisation mais c'est ça ou l'esclavage à perpétuité. Le deuxième problème est que les grecs ne l'ont pas compris et qu'ils veulent rester dans la zone euro... sans être esclaves. Et ça, ce ne sera pas possible tant que les autres Etats n'auront pas passé par pertes et profits la constitution européenne. Et ça, ce n'est pas demain la veille. Problème annexe de Tsypras : les prochaines élections en Espagne. Les créanciers veulent faire de la Grèce un exemple pour signifier à Podemos qu'ils n'ont rien à espérer.

**FREDRICHAUD** LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 09:58  
Oui mais justement ne faut-il pas que le processus s'inverse et que l'eurogroupe prenne que la Grèce et l'Espagne sont les moteurs d'une nouvelle politique, une nouvelle ouverture vers une démocratie où le peuple décide et donne la direction grâce à un programme politique fort que les partis de gauche portent et défendent.

**PACO2014** LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 10:23  
Les jours se suivent et se ressemblent. Voici un extrait d'un de mes commentaires écrit le 26 janvier 2015 : Qu'est-ce qu'on peut lire comme conneries concernant la victoire de Syriza. Un exemple, Cécile Duflot, députée EE-LV : "Nous devons aider la Grèce, mais nous devons aussi l'inviter à ne pas tomber dans le piège traditionnel de la gauche. A une politique absurde d'austérité ne doit pas succéder une politique aveugle de relance". Depuis quand les pays européens décident de leur politique. Dans cette Union Européenne, à l'exception peut-être de l'Allemagne, aucun pays décide de son avenir. La Grèce n'a jamais mené de politique d'austérité tout autant qu'elle ne mènera jamais de politique aveugle de relance. Pourquoi ? Tout simplement car dans cette Union Européenne, elle ne peut rien décider. Quant à l'aider, alors là c'est le bouquet. La France, aider la Grèce ? Nos élus n'ont pas de scrupules et ne pensent que rarement à autre chose que leur propre intérêt. Son intervention, c'est blabla, blabla, blabla du début à la fin.

---

**JGUERET** LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 10:23

Il fallait s'en douter le FMI, la BCE, et la commission européenne disent d'un seul cœur pas touche au grizbit, A.Tsipras n'a plus qu'une chose à faire sortir de l'euro, de l'OTAN et de cette Europe capitaliste sous dictat des USA.

---

**JEAN VALJEAN** LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 11:47

Ben oui il faut tous que nous sortions de cette nasse capitaliste mafieuse au service de l'impérialisme Yankee, qu'est l'UE/UO/OTAN/DOLLAR, et la Grèce doit se tourner définitivement vers la Russie et la Chine communiste, comme le Nicaragua, Cuba, Le vénézuéla, ma Bolivie, l'équateur, etc... BAS LES MASQUES!

---

**THIERRY BXL** LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 12:29

La Chine n'a jamais été communiste que dans la rhétorique. Même à l'époque de Mao qui a été l'égal de Staline. On le voit tout de suite avec le Port du Pirée.

---

**JEAN VALJEAN**

LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 14:16

90% de l'économie chinoise appartient à l'Etat communiste Chinois. Cela rassure les capitalistes occidentaux de croire et de dire que la Chine est capitaliste, parce qu'il n'existe plus d'Etat en occident mais seulement des oligarques mafieux multimilliardaires y compris en France. Mais nous finiront tous rachetés par l'Etat communiste Chinois y compris en France parce que le système communiste d'économie planifiée à 5, et 20 et 30 ans comme le fait la Chine Communiste est supérieur à l'ultralibéralisme mafieux occidental. C'est ce qu'est en train de prouver la Chine communiste y compris au Pyrée.

---

**THIERRY BXL**

LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 15:12

Quelles sont tes références ? Le régime chinois n'est pas communiste dans le sens où un Etat communiste n'a pas de vocation hégémonique mais doit tendre à sa disparition après son dépérissement. D'ailleurs, un Etat ne peut pas être communiste. C'est un non-sens étymologique. On peut le dire "socialiste" dans le sens où éventuellement il serait en phase de dépérissement, mais malheureusement ce n'est pas le cas puisqu'il se désengage de l'économie rentable (elle est là la planification : le transfert de l'économie rentable publique au privé sous contrôle politique étroit -ce qu'un régime d'extrême-droite pourrait faire d'ailleurs). De fait, le prolétariat n'est pas propriétaire des outils de production. Au conseil d'administration de Huawei, il est difficile de trouver des ouvriers. Nous pourrions d'ailleurs multiplier les exemples. Bien au contraire, l'Etat chinois finance l'expansion à l'étranger des entreprises privées comme, par exemple, Cooco, propriétaire d'une partie du port, est bien privé. L'Etat chinois n'est intervenu que politiquement auprès de l'UE pour s'assurer que la privatisation de la deuxième partie du port soit effective après la prise de pouvoir de Syriza. Au niveau purement économique, il n'y a plus de planification purement économique à plus de 5 ans (uniquement pour les sociétés dépendant toujours de l'Etat). Enfin, étrange Etat communiste qui maltraite tant ses ouvriers dans ses usines, en réduit plus de cent millions à la pauvreté (surtout en zone rurale). Etrange Etat communiste qui ne contrôle plus les banques qui ont démultipliées les crédits immobiliers au bénéfice des... investisseurs privés. Etrange Etat communiste qui s'est doté d'une véritable nomenklatura politique et administrative qui condamne les chinois à une pollution catastrophique. Curieux Etat communiste gangréné par la corruption et l'économie souterraine incontrôlable. A moins que tu me dises que tout cela forme un vrai Etat communiste. Mais là, effectivement, nous ne serons pas d'accord.

---

**JEAN VALJEAN**

LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 17:25

Un état communiste doit avoir un Etat Puissant par définition. Désolé, je ne suis pas un bobo libéralo-libertaire comme l'est le PCF et le PG, je suis un communiste pure sucre.

---

**ROBERTMASCARELL** LE VENDREDI, 26 JUIN, 2015 - 12:01

Tsipras et Syriza ne doivent pas reculer d'un pouce. Chaque reculade appelle de nouvelles exigences de la part des dirigeants monstrueux de l'Europe. Il s'agit là d'un mouvement incessant. Je souhaite au mouvement grecs reprennent l'initiative au lieu de subir. Pourquoi ne jouent-ils pas publiquement la carte du rapprochement avec la Russie et les BRICS, et pas seulement pour le passage du gazoduc à travers la Grèce ? Pourquoi Tsipras ne s'appuie-t-il pas sur les travaux de la commission d'audit internationale disant que la dette grecque est illégale, illégitime et odieuse, pour dire, au nom des conclusions provisoires de cette commission, nous ne paierons pas cette dette ? Si nos amis ne reprennent pas l'initiative, l'écrasement de Syriza est inéluctable. Je suis persuadé, de plus, qu'un défaut justifié de la Grèce serait plus lourd de conséquences pour l'Union européenne que pour les Grecs. L'Espagne et l'Italie, exposés à la dette grecque, seront très rapidement touchés par le défaut grec. Le peuple grec, évidemment, sera lui aussi touché dans un premier temps, mais, débarrassé de la dette, il se relèvera assez vite et il préservera sa dignité. Quoi qu'il en soit, en reculant devant les exigences européennes, le peuple grec sera encore plus touché, mais en plus il perdra sa dignité. Et il devra reculer encore.